



Le Canada est-il de retour? Passer de la parole aux actes.

Les 19 et 20 septembre 2018, à Ottawa

Conférence annuelle du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)
en partenariat avec l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI)
à l'Université Carleton

Contexte

Après sa victoire aux élections fédérales de 2015, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé aux Canadiens et à la communauté internationale que le Canada était de retour et avait retrouvé sa « compassion » et sa « voix constructive ». Le Parti libéral s'est mis à dévoiler ses priorités à court et à long terme, lesquelles comprenaient la lutte contre les changements climatiques, le respect des droits de la personne, la lutte contre les inégalités entre les sexes, l'autonomisation des femmes et des filles, l'adoption des appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada, l'appui des mouvements de jeunesse, l'adhésion au commerce progressiste et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) au pays et à l'étranger.

Ambitieux, le gouvernement a élaboré plusieurs politiques porteuses et mis sur pied des initiatives pour répondre à ses nouvelles priorités. Il a entre autres signé l'Accord de Paris sur les changements climatiques en 2015, publiquement appuyé les appels à l'action de la CVR, lancé la Politique d'aide internationale féministe du Canada en juin 2017, mis sur pied l'Institution de financement du développement (IDF) du Canada, créé un poste d'ombudsman canadien pour la responsabilité sociale des entreprises en janvier 2018, et adopté des approches intégrées guidées par le Programme 2030 et les ODD. Le secteur canadien du développement international et ses alliés ont timidement salué cette évolution des choses. Dans bien des cas, on a consulté le secteur (organisations de la société civile, universitaires, etc.) avant d'élaborer les politiques.

Néanmoins, à l'aube de la quatrième et dernière année de mandat du gouvernement actuel, on lui reproche souvent un manque d'actions concrètes pour prouver ses bonnes intentions. Le budget du Canada pour l'aide publique au développement (APD) est plus petit qu'il ne l'a jamais été en cinquante ans, et le gouvernement tarde à obtenir des résultats tangibles et mesurables avec les approches fondées sur le féminisme et les droits de la personne qui sous-tendent plusieurs de ses nouvelles politiques. Pendant ce temps, malgré de vastes processus de consultation et d'élaboration de politiques, le secteur du développement international n'a toujours pas mis en place de véritables cadres de développement national et international. Alors



que la réalisation du Programme 2030 et de la Politique d'aide internationale féministe devrait passer par une intervention intégrée qui couvre tout un éventail de défis et de possibilités à l'échelle mondiale, on en est pourtant encore à se questionner sur la cohérence des visées du Canada en matière de développement, de diplomatie et de commerce. S'ils veulent prouver que le Canada est non seulement de retour, mais qu'il tire la communauté internationale vers l'avant, le gouvernement et la société civile doivent faire preuve d'une volonté commune à aller au-delà des bonnes intentions. Il faudra des mesures concrètes qui reflètent les politiques ambitieuses et incluent réellement dans le processus toute une multitude d'acteurs, y compris les organisations de la société civile d'ici et d'ailleurs.

Le Canada est-il de retour? Des bonnes intentions aux résultats concrets

Cette année, la conférence du CCCI est organisée en partenariat avec l'ACÉDI et aura lieu à l'Université Carleton. L'événement de deux jours réunira quelque 250 universitaires, chercheurs, hauts fonctionnaires, décideurs et membres d'organisations de la société civile (OSC) œuvrant dans le développement international et l'aide humanitaire.

L'objectif : mettre en commun nos connaissances et nos initiatives au profit du changement

Cette année, nous voulons que les participants et les conférenciers mettent en commun leurs connaissances, leurs initiatives et leurs pratiques pour favoriser le changement. Menés par des conférenciers d'ici et d'ailleurs, nos séances plénières et ateliers interactifs poussant à la réflexion encourageront le secteur du développement international à sortir des sentiers battus quand vient le temps de réfléchir aux stratégies, aux acquis et aux occasions à mettre à profit dans le contexte politique actuel. Les participants seront invités à présenter, à explorer et à élaborer des pratiques d'avant-garde qui aideront le secteur à tirer profit de politiques et d'intentions porteuses pour opérer des changements transformateurs. Conformément aux dispositions du partenariat entre le CCCI et l'ACÉDI, la conférence sera enrichie par l'exploration des modalités de collaboration entre les universitaires, les praticiens et ceux qui portent les deux chapeaux.

